



C.H.S.-C.T. du 13 décembre 2018

Le Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (C.H.S.-C.T.) s'est réuni ce jeudi 13 décembre. Initialement prévu le 22 novembre, il avait été reporté en raison des élections professionnelles.

Après lecture des déclarations liminaires, et suite aux nombreux incidents visant les Centres des Finances Publiques du département, Solidaires Finances a réaffirmé son soutien aux agents pris pour cible et a également réclamé à nouveau que la Direction donne des consignes claires aux Chefs de Service pour éviter les atteroiements constatés, notamment à Aix Estienne d'Orves le 11, malgré la réunion du 5 (pourtant prévue à cet effet). Solidaires Finances a aussi évoqué la situation des agents amenés à exercer leurs missions à l'extérieur (huissiers, géomètres, vérificateurs...) dans le climat délétère ambiant, faisant remarquer à la Direction que la course aux statistiques pouvaient entrer en opposition avec la nécessité de protéger les agents. Nous avons aussi attiré l'attention de la Direction sur la nécessité de prévoir l'afflux probable d'usagers en janvier avec la mise en place du Prélèvement à la source. La Direction attend de voir, se retranchant derrière la « période creuse » de janvier, et les campagnes « calmes » dans les accueils des S.I.P., que ce soit au moment du dépôt des déclarations que durant celle des avis. Chacun appréciera la vision optimiste de notre Direction, et ses constats ingénus. « Jusqu'ici, tout va bien » pourrions nous résumer, alors même que le Président concède que nous avons « atteint nos limites » en matière d'accueil et qu'il convient de « revoir les modalités d'accueil » à la DRFiP PACA 13.

I – Sujets d'ordre général

1 - Présentation du rapport de visite du CFiP de Salon (Wertheim)

Sur demande de Solidaires Finances, une visite du site a eu lieu le 24/09. Elle a permis d'interpeller la Direction sur plusieurs points, dont certains ont reçu une réponse. Ainsi, à propos des infiltrations récurrentes du site, un devis de reprise d'étanchéité au niveau du toit terrasse du R+2 est en cours d'établissement. Il sera procédé au remplacement par étage des dalles de faux plafond. Par ailleurs, un devis de traitement préventif de la totalité du site contre les rongeurs a été commandé ; la prestation a été réalisée le 12/11. Un devis pour changement de la colonne d'évacuation des toilettes est en cours d'étude. Des travaux de mise en conformité électrique sont programmés pour 2019. A propos des stores et volets, une opération de changement / réparation, par étage, a été mise à l'étude dans la perspective du programme de prévention 2019.

Par contre, nous attendons toujours des réponses concrètes à propos de l'accueil. La zone d'attente du S.I.P. est sous dimensionnée, et le sas ne fonctionne pas. Les agents ne disposent pas de zone de repli à l'arrière de la banque. La banque du S.I.E. n'est pas suffisamment sécurisée. Plus globalement, l'ensemble du site mériterait une profonde réfection du système de chauffage / climatisation. Sur tous ces points importants, la Direction n'a apporté aucune réponse à nos constats et interpellations récurrentes.

2 - Présentation du rapport d'inspection de l'I.S.S.T. de la Division des Missions Domaniales

L'Inspection Santé et Sécurité au Travail (I.S.S.T.) a transmis au C.H.S.-C.T. son rapport du 14/09, établi suite à visite du 10/08/18 (précédente visite en 2014). Elle a noté la « *difficulté à obtenir les correctifs nécessaires* ». Un nouveau marché de nettoyage va être lancé en 2019. Des travaux de sécurisation de la structure et d'étanchéité sont programmés pour 2019. Les problématiques de conformité électrique, de chauffage (rénovation du système CVC mis à l'expertise pour programmation en 2019) et de sécurité incendie seront abordées dans le cadre d'un plan global d'action pluriannuel.

II – Sujets DRFiP PACA 13

1 - Point d'information de la campagne D.U.E.R.P. / P.A.P. 2018/2019

Solidaires Finances dénonce une nouvelle fois le nouveau système d'évaluation. En effet, depuis 2015, la démarche est cadencée selon un rythme biennal, faisant alterner un recensement exhaustif auprès de l'ensemble des agents et une simple mise à jour effectuée par un groupe de travail restreint. Les aspects bâtimentaires ne sont plus recensés. Pour 2018 / 2019, la mise à jour du Document unique d'évaluation des risques professionnels (D.U.E.R.P.) et du Programme annuel de prévention (P.A.P.) sera réalisée intégralement par groupes de travail, hormis un recueil des risques établi (du 26/11/18 au 11/01/19) avec la participation des agents des services restructurés dernièrement (S.I.E. Saint-Barnabé, S.I.P. 1/8, S.D.E. Aix, S.D.E. Marseille, C.D.I.F. Aix, Trésorerie, S.I.P. et S.I.E. Aubagne, Trésorerie hospitalière Aix, S.I.P. et S.I.E. Tarascon).

Solidaires Finances rappelle à nouveau à tous de se saisir du Registre Santé et Sécurité au Travail (R.S.S.T.), désormais dématérialisé via Ulysse 13, pour chaque constatation.

2 - Point d'information sur les chantiers immobiliers relatifs aux projets A.S.R. 2019

A la demande de Solidaires Finances Publiques, une réunion se tiendra le 19/12 afin de présenter aux représentants des personnels les conséquences en matière d'affectation des fermetures explicites (Peyrolles, Les Pennes-Mirabeau) ou partielles (Lambesc, Saint-Andiol).

Au plan immobilier, les transferts d'emploi intervenant au 01/01/19, les travaux sont d'ores et déjà engagés à la Trésorerie municipale d'Aix et au S.I.P. de Salon.

Profitant de l'évocation des travaux consentis à la Trésorerie de Marignane, nous avons à nouveau interpellé la Direction sur les dysfonctionnements récurrents du système de chauffage.

Par ailleurs, et alors que les sols de ce service vont être refaits (entraînant un déménagement temporaire des collègues en zone tampon), nous avons interrogé la Direction sur le devenir de la mission Contrôle budgétaire régional, source d'inquiétude pour les agents. Si elle reconnaît que cette mission est « *amenée à évoluer* », la Direction n'a infirmé ni confirmé sa pérennité au sein du giron de la DGFIP.

Enfin, suite à notre courriel du 16/11, Solidaires Finances a de nouveau demandé des précisions concernant la rénovation du service comptable de la D.O.C.E., et relayé encore le vœu de bénéficier de cloisons. Cette demande est à l'étude.

3 - Suite au droit d'alerte à la Trésorerie Amendes

Un droit d'alerte a été déposé par une organisation syndicale le 19/10. Le 8/11, à la demande de Solidaires Finances Publiques 13, la Direction a accordé une audience aux agents de la Trésorerie, accompagnés des trois organisations syndicales représentatives. Un projet de plan d'action de la Direction a été présenté, puis discuté lors de groupes de travail auxquels Solidaires Finances Publiques 13 a participé comme observateur à la demande des agents (22/11 et 06/12).

L'organisation syndicale ayant déposé le droit d'alerte étant d'accord avec les quinze mesures proposées par la Direction pour faire cesser le « *danger grave et imminent* », cette procédure a été close. Comme ailleurs, la Direction ne jure que par la fin progressive de l'accueil physique (avec développement d'autres canaux, et notamment le téléphone, et mise en place d'un accueil sur rendez-vous) alors que nous revendiquons la fourniture de moyens humains suffisants et des mesures visant à l'attractivité du poste. Loin de toute démagogie et sans position de principe négligeant la qualité de vie au travail des collègues, Solidaires Finances entend bien ne pas en rester là et demeurer au soutien des agents, notamment par sa participation aux groupes de travail.

III – Questions diverses

L'ensemble des questions diverses concernant la DRFiP PACA 13 ont été inscrites à l'ordre du jour sur demande de Solidaires Finances.

1 - Etude acoustique S.I.E. Saint-Barnabé et S.I.P. 11/12

Suite à la réorganisation des secteurs d'assiette (passage de trois secteurs à deux), l'ensemble des agents du secteur d'assiette se retrouve sur un même plateau. La cloison existant auparavant a été supprimée à cette occasion. Toutefois, en raison des nuisances sonores, les agents avaient demandé la pose d'une cloison. Une étude a été diligentée. La Direction considère, sur la base de cette étude, que la pose d'une cloison n'est pas nécessaire, et rejette donc la demande.

En ce qui concerne le S.I.E., le secteur comptabilité devrait être pourvu de cloisons supplémentaires.

2 - Point sur l'expertise en cours sur le site de Sadi-Carnot

Les expertises concernant le mur de soutènement de la cour concluent à l'exclusion de péril immédiat (effondrement) mais à l'existence de risque de chutes (terre, cailloux, mortier, pierres...). Des mesures d'urgence seront donc mises en œuvre, notamment la mise en place du 10 au 14/01/19 d'écrans passifs de type filets provisoires pendus pour dévier et contenir tout matériau se détachant du mur (trois devis d'entreprises spécialisées sont en cours). Un enduit doit être également réalisé. Des études complémentaires vont être menées par des cabinets spécialisés avant d'engager d'autres actions plus lourdes.

3 - Point sur l'incident avec le public le 23/10 à la Division de la Fiscalité des particuliers et des professionnels : sécurité du site de Sadi-Carnot

La question globale de la sécurité du site est récurrente, et notamment les vagabondages de certains usagers dans les couloirs.

La Direction rappelle que la théorie prévoit un système sécurisé, où les usagers cherchant à accéder aux étages sonnent pour se faire ouvrir la porte et être accompagnés par un agent durant tout leur périple. Dans la pratique, la Direction considère qu'il incombe aux agents d'assurer eux-mêmes leur sécurité. Regrettant que ceux-ci se contentent d'ouvrir la porte sans accompagner les usagers, c'est cette attitude qui met, selon elle, en danger l'ensemble du site. Après plusieurs messages de rappel de ces consignes, un ultime avertissement va être adressé avant de désactiver l'ouverture à distance de la porte. La Direction propose aussi d'organiser l'accueil des usagers professionnels au rez-de-chaussée.

Pour Solidaires Finances, la réponse ne saurait se résumer à faire porter la responsabilité aux agents ou à un semblant de chantage. Nous sommes vivement opposés à la mise en place d'un accueil S.I.E. au rez-de-chaussée dans la mesure où la Direction ne semble pas vouloir offrir les conditions de mise en œuvre décentes.

4 - Point sur la Trésorerie de Roquevaire (bâtiminaire)

La situation de la Trésorerie de Roquevaire est catastrophique. La Direction chercherait à faire avaliser la fermeture du site qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Au-delà de la situation particulièrement difficile en matière d'effectif, la dangerosité de la situation bâtiminaire nous inquiète vivement. La Direction se retranche derrière les obligations faites au propriétaire, en l'occurrence la mairie. Las de ces défaussements qui sont loin d'être à la hauteur des enjeux, nous rappelons ici que la Direction est responsable de la sécurité de ses agents. La pose d'étais ne saurait nous satisfaire. Pour notre part, Solidaires Finances va alerter officiellement l'Inspection Santé et Sécurité au Travail (I.S.S.T.).

5 - Point sur le risque attentat : formation et consignes

Lors du Comité Technique de Réseau (C.T.R.) du 29 mai (reporté au 3 puis 12 juillet), la Direction Générale a annoncé que, dans le cadre de la politique de baisse des risques d'attentats, des formations et informations allaient être dispensées aux agents. La Direction locale doit désormais décliner cette documentation (guides cadres et agents) après analyse bâtiminaire, réflexion sur les dispositifs d'alerte spécifiques, présentation en C.T.L. et création d'une chaîne d'information. Des exercices sont également à prévoir sous diverses modalités (mise en situation par des questions, exercice sur table, exercices pratiques).

Au-delà des décisions de la Direction qui font peser sur les agents de réels risques sur leur santé et leur sécurité (ratio toujours plus élevé entre charge de travail et effectif), l'état de notre parc immobilier, peu ou pas entretenu, nous inquiète vivement. Chaque été, chaque hiver, le confort thermique de nos sites souffre de graves dysfonctionnements. Plus grave, la structure même de certains de nos bâtiments, ou leurs infiltrations (Allauch, Saint-Barnabé, Arles Alyscamps, Centre de Gestion des Retraites, Salon, Marignane... etc.), nécessite aux yeux de Solidaires Finances une véritable prise en charge de la Direction. C'est bien de sa responsabilité et de son devoir dont il s'agit ici, et nous réclamons les mesures concrètes et efficaces nécessaires, parfois en urgence. La santé et la sécurité des agents de la DRFiP PACA 13 n'est pas sacrificable sur l'autel de la contrainte budgétaire.